Nouvelles locales du vendredi 28 février 2014

@rib News, 28/02/2014Ï Sécurité - L'Institut Supérieur des Cadres Militaires (ISCAM) a publié ce vendredi la liste de candidats retenus pour entrer dans les forces de défense nationale. Selon le commandant de cet institut, 54 candidats ont été retenus en raison de 26 Hutu, 26 Tutsi et 2 BatwaÂ; le tout comprenant 4 femmes. Le colonel Aloys ajoute que la province de Makamba a été la premiÃ"re puisque 9/10 des candidats ont été retenus et cela peut être dû au fait qu†général cette province enregistre des taux de réussite élevés dans les écoles secondaires ces derniers jours. [rtnb/rpa/rtr/isanganiro/bonesha]

Ï Justice - La Cour de la communauté est-africaine a siégé ce jeudi dans l'affaire mettant en cause le gouvernement burundais face aux avocats de cette communauté qui ont introduit un recours contre la décision de la Cour d'appel de Bujumbura qui a radié Maître Isidore Rufyikiri de l'ordre des avocats du Burundi. Mais, le gouvernement burundais nâ€ pas répondu présent à cette audience pour n'avoir pas reçu à temps les plaidoiries. Néanmoins, selon le préside barreau au sein de la communauté est-africaine, cela n'est qu'un prétexte. Maître James Mwamu précise que l plaidoiries ont été envoyées trà s tà t au procureur général de la République du Burundi et que cette attitude de bou les séances peut être interprétée comme un mépris à l'égard de cette Cour. Selon lui, la procédure contre Ruf être menée d'une maniÃ"re rapide afin qu'il recouvre ses droits dans les meilleurs délais. Il termine en espérant ira bien dans ce procÃ"s. [bonesha] i Politique- Certains membres du parti Uprona ont voulu tenir une rÃ@union à la permanence nationale de ce parti sise à Ku Mugumya dans la mairie de Bujumbura ce jeudi soirÂ; mais les policiers qui gardent cette place leur en ont empêché. En effet, la police a obligé à près de 100 upronistes qui s'étaient rassemb ne pas franchir ce lieu. Ils sont restés à l'entée de cette maison pendant prà s de 20 minutes, et ont décidé de faire petite marche vers la place de l'indépendance passant devant l'HÃ tel Source du Nil. Au cours de cette marche, des slogans et des chants de leur parti ont été lancés comme si c'était dans une manifestation. Le député Popon Mu était parmi les manifestants a fait savoir qu'ils vont continuer à essayer d'entrer à la permanence de leur parti espÃ qu'aucune autre personne n'a le droit de leur en empÃacher. Selon lui, ceux qui les en empÃachent vont se désister puisqu'ils vont continuer à Å"uvrer ensemble et ils vaincront. [rpa/rtr/isanganiro/bonesha]- Les membres du comité directe du parti Uprona dans la province Makamba ont sorti un communiqué dans lequel ils réità rent leur engagement dans la prise de position en ce qui concerne la crise qui secoue le parti Uprona. Selon eux, les seuls représentants Iégitimes du parti Uprona sont le député Charles Nditije et le professeur Evariste Ngavimpenda élus par le comité central. Ils affirmen aussi qu'ils soutiennent la décision de radier Concilie Nibigira, Bonaventure Niyoyankana et Gaston Sindimwo du parti Uprona et annoncent qu'ils sont contre Anicet Nyabenda, un membre de ce parti originaire de la province Makamba. Ils demandent par conséquent à tous les Badasigana de rester unis derriÃ"re Nditije et demandent au ministÃ"re de l'intér de respecter la liberté de choix des dirigeants des partis politiques. [rpa/rtr/isanganiro/bonesha]- Le parti CNDD-FDD demande à toute personne se réclamant de ce parti de se bine comporter et de suivre l'idéologie de ce parti telle qu'annoncée lors de sa transformation d'un mouvement rebelle à un parti politique. Selon le porte-parole du parti au pouvoir, la force utilisée pour combattre doit être utilisée dans la reconstruction de ce qui a été détruit pendant la crise En effet, Onésime Nduwimana constate que tout le monde doit être appelé à Å"uvrer dans le sens du développement du pays. Il appelle les membres du CNDD-FDD de ne pas se laisser emporter par les provocations de la part des autres membres des partis politiques et surtout de ne pas les provoquer. Il demande en outre A tout ancien combattant de ne pas porter des effets militaires pour ne pas intimider les autres et pour respecter la loi. Enfin, il demande aux autorités administratives, policiÃ"res et judiciaires de poursuivre toute personne quelle qu'elle soit qui enfreint les rÃ"gles de la République. [rpa]- L'ancien président de la République Sylvestre Ntibantunganya constate que les bouleversements e matiÃ"re politiques prennent une ampleur considérable dans le pays ces dernies jours. Il trouve que l'environnement politique se dégrade de plus en plusÂ; tout cela d'aprÃ"s une étude commanditée par l'OAG. Dans cette étude, que personne n'a le droit de donner une interprétation personnelle aux différents textes qui régissent e Burundi. Il constate aussi que le dialogue est plutà t enrichissant contrairement aux considérations des uns et des autres. Il demande ainsi le respect des associations privées comme les partis politiques. [rpa/rtr/isanganiro/bonesha] Société -Dans sa tenue ordinaire de ce mercredi, le conseil des ministres a soutenue l'engagement du ministà re des travaux publics et de l'équipement qui souhaite que la place qui où était l'ancien marché central de Bujumbura soit réso bâtiment de haut standing où des acticités diverses pourront être exercées à différents niveaux. Le porte-parole du gouvernement précise que ce lieu a besoin d'une infrastructure en matériaux durables qui pourra abriter des restaurants des salles de r©unions, des hà tels et restaurants. Philippe Nzobonariba ajoute que les expertises ont démontré que la réhabilitation du marché central coûterait beaucoup de fonds au gouvernement et que ce dernier a décidé de recourir Ã des investisseurs privés pour couvrir les dépenses. [rtnb/rtr/bonesha]Ï Education - Les étudiants de l'Université du Burundi, de l'ENS et dé l'INSP menacent n'entamer un mouvement de grÃ"ve pour s'insurger contre la nouv de restriction du budget de leurs institutions récemment décidée par le ministÃ"re de l'enseignement supérieur et de recherche scientifique. Selon eux, cette politique devra toucher les étudiants qui ne peuvent pas payer les frais académiques ou poursuivre les études en dehors du paiement de la bourse d'étude. Ainsi, ils ont décidé de suspe les études à partir du 10 mars prochain si rien n'est fait pour leur octroyer la bourse comme d'habitude. Le ministre d l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique annonce que des mesures ont été prises pour la mise en

application de cette nouvelle politique. [rtnb/rpa/rtr/isanganiro/bonesha]